

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT SUR LA SYRIE

31 août 2013

LA MAISON-BLANCHE

Bureau du Secrétaire de presse

Le 31 août 2013

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT SUR LA SYRIE

Roseaie

13h52 heure d'été de l'Est

LE PRÉSIDENT : Bonjour à tous. Voici dix jours, le monde a assisté avec horreur au massacre d'hommes, de femmes et d'enfants en Syrie au cours de la pire attaque aux armes chimiques du XXI^e siècle. Hier, les États-Unis ont établi, sur la base de preuves solides, que l'État syrien était responsable de cette attaque lancée contre son propre peuple.

Nos renseignements montrent le régime d'Assad et ses forces en train de s'apprêter à faire usage d'armes chimiques, de procéder à des lancements de roquettes dans les banlieues densément peuplées de Damas, et de reconnaître qu'une attaque aux armes chimiques avait eu lieu. Tout cela confirme ce dont le monde entier est témoin : les hôpitaux, débordés, et ces effroyables images de morts... Au total, c'est plus d'un millier de personnes qui ont été massacrées, dont plusieurs centaines d'enfants, filles et garçons, gazés par leur propre gouvernement.

Cette attaque est une atteinte à la dignité humaine. Elle représente aussi un grave danger pour notre sécurité nationale. Elle risque de tourner en dérision l'interdiction internationale de l'emploi des armes chimiques, mettant en danger nos alliés et nos partenaires le long des frontières syriennes, notamment Israël, la Jordanie, la Turquie, le Liban et l'Irak, et elle pourrait entraîner un recours accru aux armes chimiques ou leur prolifération vers des groupes terroristes qui nuiraient à nos concitoyens.

Dans un monde qui connaît de nombreux dangers, il est impératif de faire face à cette menace.

C'est la raison pour laquelle, après mûre réflexion, j'ai décidé que les États-Unis devaient agir militairement contre des cibles du régime syrien. Il ne s'agirait pas d'une intervention d'une durée indéterminée. Nous n'enverrions pas de troupes au sol. Au contraire, notre action serait, par essence, d'une ampleur et d'une durée déterminées. Cependant, je suis convaincu que nous pouvons rendre le régime d'Assad responsable de l'usage qu'il fait des armes chimiques, dissuader ce type de comportement et réduire sa capacité à y avoir recours.

Notre armée a mis en place des moyens dans la région. Le chef d'état-major interarmées m'a indiqué que nous sommes prêts à frapper dès que nous le souhaiterons, et par ailleurs, que notre capacité à exécuter cette mission n'est pas tributaire du temps. Elle pourra donc être lancée demain, la semaine prochaine, ou dans un mois. Et je suis prêt à en donner l'ordre.

J'ai pris ma décision en tant que commandant en chef, convaincu qu'il en va des intérêts de notre sécurité nationale ; cependant, je n'oublie pas que je suis le président de la plus ancienne démocratie constitutionnelle du monde. Je crois de longue date que notre puissance est ancrée non seulement dans notre force militaire, mais également dans l'exemple que nous donnons d'un État du peuple, par le peuple, pour le peuple. Et c'est la raison pour laquelle j'ai pris une seconde décision, celle de solliciter l'autorisation d'avoir recours à la force auprès des représentants du peuple américain au Congrès.

Ces derniers jours, certains membres du Congrès ont voulu faire entendre leur voix. Je souscris tout à fait à leur point de vue. C'est pourquoi ce matin-même, je me suis entretenu avec les quatre des chefs de file du Congrès, qui ont convenu de l'organisation d'un débat et d'un vote dès la reprise de la session.

Au cours des jours à venir, mon gouvernement se tiendra à la disposition de tout membre du Congrès qui souhaiterait obtenir les informations dont il a besoin pour comprendre les événements en Syrie et leurs profondes implications pour la sécurité nationale de l'Amérique. Alors que nous progressons, chacun d'entre nous doit être responsable de ses actes, et seul un vote peut garantir cela.

J'ai confiance dans les preuves qui ont été rassemblées par notre gouvernement sans attendre les conclusions des inspecteurs de l'ONU. Je ne suis pas inquiet à l'idée d'agir sans l'approbation du Conseil de sécurité des Nations Unies qui, jusqu'à présent, a été complètement paralysé et s'est montré réticent à l'idée de tenir Assad responsable de ses actes. Par conséquent, nombreux ont été ceux qui ont conseillé de ne pas porter cette décision devant le Congrès. Il ne fait aucun doute qu'ils ont été marqués par les événements qui se sont déroulés au Royaume-Uni cette semaine, où une résolution avec un objectif semblable n'a pas pu être adoptée au Parlement de notre plus proche allié, malgré le soutien du Premier ministre en faveur de la prise de mesures.

Et pourtant, si j'estime disposer de l'autorité nécessaire pour mener cette action militaire sans autorisation spécifique de la part du Congrès, je sais cependant que notre pays sera plus fort si nous suivons cette voie, et nos actions, encore plus efficaces. Il faut pouvoir en débattre, car les questions sont trop importantes pour être routinières. Ce matin-même, John Boehner, Harry Reid, Nancy Pelosi et Mitch McConnell ont convenu qu'il s'agit là de la meilleure chose à faire pour notre démocratie.

Un pays fait rarement face à des décisions aussi graves que celle de l'usage de la force militaire, même limitée. Je respecte les opinions de ceux qui nous invitent à la prudence, surtout alors que notre pays sort d'un temps de guerre auquel j'ai été élu en partie pour mettre fin. Mais si, face à de telles atrocités, nous souhaitons réellement nous détourner de la prise de mesures adéquates, nous devons alors prendre acte du coût de l'inaction.

La question que je pose à chaque membre du Congrès et à chaque membre de la communauté internationale, la voici : quel message enverrons-nous si un dictateur peut gazer des centaines d'enfants au vu et au su de tout le monde, sans payer aucun prix ? À quoi sert le système international que nous avons bâti si l'interdiction de l'emploi d'armes chimiques qui a été approuvée par 98 % des gouvernements du monde et à une écrasante majorité par le Congrès des États-Unis n'est pas appliquée ?

Ne nous y trompons pas : les implications dépassent la simple guerre chimique. Si nous n'exigeons pas la reddition de comptes pour un acte aussi abject, qu'est-ce à dire de notre résolution de nous élever face à ceux qui font fi des normes internationales fondamentales ? Aux États qui choisiraient de développer des armes nucléaires ? Aux terroristes qui répandraient des armes biologiques ? Aux armées qui se livrent à un génocide ?

Nous ne pouvons pas élever nos enfants dans un monde où nous ne respectons pas nos engagements, les accords que nous signons ou les valeurs qui nous définissent.

C'est pourquoi, alors que je transmettrai ce dossier au Congrès, je délivrerai également ce message au monde. Si l'enquête de l'ONU dispose d'un certain temps pour faire part de ses conclusions, nous insisterons pour que l'on ne se contente pas d'enquêter au sujet d'une atrocité commise au moyen d'armes chimiques, mais que l'on y réponde.

Je ne m'attends pas à ce que chaque pays souscrive à notre décision. Nombreux sont ceux de nos amis qui nous ont témoigné leur soutien en privé. Mais je demanderai à tous ceux qui ont à cœur l'autorité de la communauté internationale de soutenir publiquement notre action.

Enfin, je souhaiterais dire ceci au peuple américain : je ne sais que trop bien que nous sommes las de la guerre. Nous avons mis fin à une guerre en Irak, nous mettons un terme à une autre en Afghanistan. Et le peuple américain a le bon sens de comprendre que nous ne pouvons pas résoudre le conflit sous-jacent en Syrie avec notre armée. Dans cette région du monde s'affrontent d'antiques différences sectaires, et les espoirs du Printemps arabe ont déchaîné des forces du changement qui mettront de nombreuses années à s'apaiser. C'est la raison pour laquelle nous n'envisageons pas d'envoyer nos troupes au beau milieu d'une guerre qui n'est pas la nôtre.

En revanche, nous continuerons de soutenir le peuple syrien en exerçant une pression sur le régime d'Assad, en réaffirmant notre engagement vis-à-vis de l'opposition, en prenant soin des personnes déplacées et en visant une résolution politique qui mette en place un gouvernement respectueux de la dignité de son peuple.

Mais nous sommes les États-Unis d'Amérique, et nous ne pouvons ni ne devons fermer les yeux sur ce qui s'est passé à Damas. Des cendres de la guerre froide, nous avons bâti un ordre international et fait respecter les normes qui lui ont donné sens. Et si nous l'avons fait, c'est parce que nous croyons que les droits des personnes à vivre en paix et dans la dignité dépend des responsabilités des pays. Nous ne sommes peut-être pas parfaits, mais notre pays plus qu'aucun autre s'est montré disposé à s'acquitter de ces responsabilités.

Je vous engage donc tous, membres du Congrès des deux partis, à voter en faveur de notre sécurité nationale. J'attends ce débat conscient de son importance. Et au cours de ces débats, je vous demande de vous souvenir que certaines choses sont plus importantes que les luttes partisans ou la politique du moment.

Car en fin de compte, la question n'est pas de savoir qui occupe ce bureau à un moment donné ; il s'agit de ce qui nous définit en tant que pays. Je crois que les représentants du peuple doivent s'investir dans les actions de l'Amérique à l'étranger, et le moment est venu de montrer au monde

entier que l'Amérique respecte ses engagements. Nous faisons ce que nous disons. Et en tant que leaders, nous sommes convaincus que le droit prime la force, et non l'inverse.

Nous savons tous qu'il n'existe pas de solution simple. Mais je n'ai pas été élu pour éluder les décisions difficiles. Il en va de même pour les membres de la Chambre des représentants et du Sénat. Je vous ai dit ce que je crois : notre sécurité et nos valeurs exigent de nous que nous ne nous détournions pas du massacre d'innombrables civils au moyen d'armes chimiques. Et notre démocratie est plus forte lorsque le président et les représentants du peuple font front commun.

Face à de telles atrocités, je suis prêt à agir. Aujourd'hui, j'en appelle au Congrès pour qu'il dise au monde entier que nous sommes prêts à aller de l'avant en tant que pays, uni et solidaire.

Merci beaucoup.

Read more:

<http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2013/09/20130901282090.html#ixzz2dokkUnJ1>